

## Du bipartisme au multipartisme

Débats et redéfinitions dans le système de parti grec après les élections de septembre 2007

Suite aux élections de septembre 2007, la scène politique grecque a été touchée par une vague de débats et de remaniements sans précédents. Le mouvement socialiste panhellénique (PASOK) devint l'épicentre de la crise. Cette crise couvrait depuis 2004, quand ce parti a perdu la direction du gouvernement après avoir été au pouvoir pendant onze années consécutives. Cette crise a balayé le système bipartite en place depuis 1977, période qui a vu se former deux pôles : le « centre-droit » de la Nouvelle démocratie (ND) et le « centre-gauche » (PASOK).

### La crise du bipartisme grec : crise du système politique

Depuis le début de l'année 2007 deux tendances sont apparues au-delà de tout ce qu'on eût pu logiquement attendre : d'une part, la tendance d'une majorité de l'électorat à s'éloigner des deux partis de gouvernement, et, d'autre part, la tendance à soutenir les partis situés en dehors du système bipartisan. Les sondages ont enregistré un mépris particulièrement important à l'égard du système politique et de son efficacité. C'était le signe que l'absorption électorale du mécontentement public était désormais hautement improbable. Ainsi, aux élections de septembre 2007, les partis au pouvoir<sup>1</sup> ont enregistré une baisse de 6 % de leur base de soutien (de 86 % à 80 %), alors que l'abstention atteignait environ 3,5 % de la population en âge de voter<sup>2</sup>. Autrement dit, environ 10 % de l'électorat s'est détaché de l'influence électorale des deux grands partis<sup>3</sup>. Cette tendance s'est confirmée après les élections de septembre et a atteint un pic durant les mois qui suivirent. Le taux cumulé du système bipartite ne concerne plus aujourd'hui que 65 % de l'électorat ; score sans précédent dans l'histoire électorale d'après 1974.

À première vue, la crise du bipartisme témoigne de la faiblesse politique des deux partis de gouvernement. Le parti ND a commencé à subir l'usure découlant de sa direction des affaires gouvernementales qui s'est avérée « anti-populaire », « incohérente » et « inefficace ». Le PASOK est, quant à lui, caractérisé par son « absence de ligne politique claire et spécifique » ; il en résulte l'affaiblissement de sa position dans le système des partis. La crise du système politique bipartisan en Grèce est donc basée sur celle des deux partis de gouvernement mais c'est aussi un phénomène plus vaste. Il s'agit fondamentalement d'une crise du système politique et du système des partis d'après 1974 actuellement figé dans un état de faiblesse absolue. Cela n'a de conséquence ni au niveau des politiques d'État ni au niveau des besoins sociaux. Cette situation ne contribue pas non plus à trouver des pistes de consensus ni à créer une polarisation de forces politiques distinctes et compétitives. Il faudrait préserver les politiques régulatrices de l'administration d'État, mais celui-ci est dans l'incapacité de pratiquer les « réformes » des secteurs hautement vitaux qu'il a abandonnés au marché. La gouvernance contemporaine a échoué dans la réglementation des relations et des limites entre l'État et l'économie privée.

Par ailleurs, l'état actuel du bipartisme est une conséquence de la crise des alliances socio-électorales des deux partis dirigeants (alliances de centre-droit au ND et de centre-gauche au PASOK). Leur évolution en partis de cartels depuis le milieu des années 1990 les force à se positionner en faveur des intérêts privés dans le cadre de l'antithèse dominante aujourd'hui entre services d'intérêt public et intérêts privés (ou à ne pas se positionner du tout). Ce fait amplifie les contradictions internes et renforce le mécontentement social tout en créant les conditions d'éloignement de

larges pans de la société par rapport à leurs représentations traditionnelles. Plus l'espace public recule en faveur des intérêts privés, plus le rôle des partis de gouvernement est déconsidéré et leur compétence réduite étant donné qu'ils ne peuvent ni exprimer ni garantir une quelconque « équité sociale » ou un « contrat social ». Leur utilité politique (et sociale) s'en trouve constamment réduite.

Le bipartisme fut renforcé et stabilisé après les années 1980 parce qu'il s'était constitué à partir de deux programmes politiques et de deux alliances socio-électorales distincts. Il était alors fondé sur l'existence de deux « partis », c'est-à-dire de deux fusions d'un programme politique et de propositions sociales exprimés d'une part de façon libérale, proeuropéenne au ND, et d'autre part dans un projet de redistribution et d'égalité sociale au parti socialiste PASOK. Cette différence apparaissait à travers les électors des deux partis. Le ND représentait l'alliance de la bourgeoisie et des catégories supérieures et moyennes et le PASOK représentait l'alliance des couches sociales populaires et petites-bourgeoises. Le déclin d'un parti renforçait l'autre, et vice-versa. À la période dite de « bipartisme polarisé », de la fin des années 1970 au milieu des années 1990, succédait la période dite de « bipartisme convergent » d'après 1996 durant laquelle la convergence des partis de gouvernement sur les stratégies de gouvernance néolibérale les transforma en « partis de cartels ». Le glissement du PASOK d'une « sociale-démocratie » à un « centre-gauche » et son adoption des stratégies fondamentales de la gouvernance néolibérale ainsi que la stratégie électorale d'extension du ND dans les couches sociales basses et moyennes ont été décisifs dans la mutation du bipartisme. La distance idéologique entre les deux partis s'est considérablement atténuée et leurs électors ont cessé d'être distincts les uns des autres. Après 1996, le PASOK s'est embourgeoisé et le ND est devenu plus « populaire ».

C'est pourquoi, aujourd'hui, le déclin d'un des deux partis implique l'autre dans sa chute. La crise de l'un entraîne l'autre. Cela s'explique par la suppression des différences programmatiques entre les deux partis de gouvernement ainsi que par leur fonctionnement interne. Ces deux partis se comportent comme un parti

unique. Le bipartisme fut un instrument politique utile au fonctionnement du système politique aussi longtemps que les partis étaient « divergents » c'est-à-dire qu'ils exprimaient clairement les demandes différentes de groupes sociaux différents. Aujourd'hui l'utilité du bipartisme est remise en question, ce qui a pour conséquence une baisse considérable des taux cumulés des deux partis de gouvernement.

Pour toutes ces raisons, la crise actuelle du bipartisme ne sera pas résorbée facilement par les deux partis. Nous sommes au début de changements plus vastes dans la forme et le système des partis comme dans celle de la représentation au sein des relations politiques. C'est là la différence essentielle entre la période actuelle et la précédente. Auparavant les crises fortuites des partis de gouvernement n'étaient pas reliées à un spectre plus étendu du système politique et à ses outils, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui.

### **La stagnation électorale et la tendance au déclin du PASOK-ND**

La victoire du ND aux élections de septembre 2007 avait été prévue depuis longtemps. Toutefois la nette supériorité du ND sur le PASOK (révélée par les taux d'adhésion à l'image du parti, à celle de sa direction et à sa capacité gouvernementale ainsi que par les attentes individuelles) n'a pas évité la baisse d'environ 3,5 % des bulletins de vote valides (de 45,5 % en 2004 à 42,1 % en 2007) pour le ND. Les sondages enregistrent toujours une meilleure image du ND par rapport au PASOK mais à un degré plus faible. Le plus grand problème pour le gouvernement de centre-droit est qu'à travers sa seconde victoire électorale presque tout ce qui restait du consensus de l'opinion publique dont il avait bénéficié en 2004 s'est érodé. Aujourd'hui le gouvernement de centre-droite montre des tendances aiguës de déclin ; bien qu'il maintienne son avance sur le PASOK, son audience électorale est aujourd'hui estimée à 36-37 %. Le parti tend donc de plus en plus vers le seuil électoral des 35 % qui est au cœur du droit traditionnel en Grèce. Cela signifie que ses alliances socio-électorales ont fortement diminué. Dans ces conditions de crise structurelle du bipartisme,

étant donné que le ND porte le fardeau de l'inévitable usure gouvernementale et de la pleine responsabilité des problèmes de gouvernance en matière économique et sociale, il semble hautement improbable que le ND puisse se maintenir au-dessus du seuil électoral. Sa plus puissante— et peut-être unique— arme reste l'image encore intacte du Premier ministre Karamanlis.

Le tableau est encore pire pour l'autre pôle traditionnel du bipartisme, le PASOK. Aujourd'hui ce parti se caractérise par a) une vague alliance sociale électoralement traduite dans un « multi-collectivisme sans forme », dénuée d'une « base sociale » solide, b) une ligne politique et programmatique imprécise, et c) l'image problématique de ses cadres dirigeants, en particulier aux niveaux locaux du parti et médians dans sa structure interne. De nos jours, le PASOK est dans une phase de transition sans fin prédéterminée. Il serait nécessaire pour son programme de redéfinir ses alliances sociales, d'éclaircir sa ligne politique et de renouveler les rangs de ses cadres. Cette triple évolution se situe dans un contexte de déclin significatif du vieux modèle partisan qui entrave et ralentit le processus de sortie de crise. Cela laisse présager sa chute électorale à des pourcentages en dessous de 30 %. Dans le même temps, son organisation traditionnellement forte donne des signes de démantèlement.

### **Les forces politiques extérieures au bipartisme et la montée critique de la coalition de la gauche radicale (SYRIZA) <sup>4</sup>**

La crise du système politique et de ses partis de gouvernement renforce l'ensemble des autres formations politiques, c'est-à-dire le parti populaire du Réveil Orthodoxe (LAOS) de droite ultraconservatrice, le Parti communiste grec (KKE), le SYRIZA à gauche et les Verts au « centre-gauche ». La totalité des « petites » formations anti-bipartites avoisine les 30-35 % du corps électoral et se révèle tendanciellement en hausse constante. Le KKE est estimé à 9-10 % de l'électorat, le SYRIZA à 15 %, le LAOS à 5 % et les Verts à 1,5-2 %.

Le système des partis tend fondamentalement à devenir tripartite à des taux presque égaux entre le ND, le PASOK et les « autres préférences partisans ». On a pu constater cette tendance dès les élections de 2007 dans les grands arrondissements urbains du pays (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements d'Athènes, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements du Pirée, 1<sup>er</sup> arrondissement de Thessalie, etc.) où vivent les couches sociales les plus critiques envers le bipartisme : les jeunes employés du secteur privé et la fraction la plus jeune de l'électorat (jusqu'à 45 ans).

Parmi les plus petits partis, le SYRIZA possède la dynamique la plus importante, et ce pour deux raisons :

a) du fait de la base radicale de son mouvement, il a pour la première fois réussi à déborder le KKE sur la gauche du spectre politique et attire aussi un large pan des protestations politiques et « culturelles » des jeunes employés du nouveau secteur privé,

b) il est parvenu à tirer avantage de la crise structurelle du PASOK en devenant un pôle d'attraction des forces sociales quittant ce parti. Cette partie du spectre politique s'est fortement développée sur la scène politique. Cette nouvelle dimension, associée au fait que cette partie du spectre exprime une cohérence idéologique pour la première fois dans son histoire, dote le SYRIZA d'un potentiel social et électoral significatif. Comparé aux autres « petits » partis, le SYRIZA est idéologiquement et politiquement lié de près aux couches sociales fuyant le bipartisme.

L'ascension du SYRIZA a été constatée pour la première fois dans des études quantitatives en avril-mai 2007. Auparavant, ses résultats électoraux atteignaient le score classique des 3,5-4 %, tout autant susceptible de varier à la hausse qu'à la baisse. Même s'il n'a jamais été confronté au risque d'être écarté du Parlement, le SYRIZA n'apparaissait pas comme une force politique solide. Les éléments qui ont changé le cours de l'histoire, non seulement pour le SYRIZA mais aussi pour l'ensemble du système des partis, furent les mobilisations populaires contre les efforts du gouvernement pour autoriser la création d'universités privées (politique que le ND et le PASOK ont soutenue tous les deux) et son impact idéologique extrêmement important sur l'ensemble de l'électorat. À travers ces mobilisations, une partie importante de la société

grecque a pris conscience que la remise en question du concept de « bien public » et de son libre accès (allant de l'éducation et de la sécurité sociale à la santé et aux services publics) constitue une politique systématique de suppression des droits sociaux, d'intensification de la pression de l'économie et du travail. Dans les études qualitatives conduites en mai-juin 2007, les participants ont spontanément fait allusion au cas de l'éducation et des universités privées pour décrire les nouveaux clivages sociaux et ses « polarisations ».

Le fait que le SYRIZA atteigne environ 5 % des votes en septembre 2007 paraissait évident même avant juillet 2007. Le taux de progression de son influence était si fort et qualitativement si solide que, si les élections avaient eu lieu deux mois plus tard, le SYRIZA aurait recueilli 6 à 6,5 % des voix. L'ascension actuellement constatée du SYRIZA dans les sondages avait été, dans une certaine mesure, anticipée par la période précédente. En raison d'une « psychologie électorale » ou d'un effet d'inertie des votes, le soutien électoral additionnel ne s'était pas exprimé dans les urnes. Son score constitue à ce jour un point de départ électoral.

Après les élections de septembre 2007, le paysage d'ensemble du système des partis a considérablement changé. Des paliers de critiques larvées et explosives sur le bipartisme ont été franchis. Le ND tend à épuiser le consensus public, le PASOK traverse une période identitaire sans précédent, le vote de protestation s'amplifie. Cette « contestation » exprime des demandes et manifeste des caractéristiques diverses. Le SYRIZA est monté en flèche et a doublé son audience électorale car il constitue l'entité politique la plus en phase avec les groupes sociaux qui cherchent à réagir et à se mobiliser : les employés du nouveau secteur privé qui possèdent un niveau d'études et de spécialisation relativement élevé, une maîtrise des évolutions sociales et culturelles, une sensibilité à l'environnement politique et écologique et qui sont à la recherche d'un nouvel investissement social et politique. Ce champ politique, en expansion constante et présent également dans les périphéries non urbaines, ne se sent pas concerné par le système politique existant.

Le mouvement de votes en faveur du SYRIZA n'est pas un simple mouvement de balancier d'un parti à

l'autre, et il ne doit pas se comprendre comme un transfert limité aux anciens votants des autres partis. Il traduit un progrès plus en profondeur dans une société grecque dont les grands segments sont à la recherche d'une nouvelle représentation en termes d'identité sociale. Parallèlement les forces du KKE et des ultraconservateurs du LAOS semblent se stabiliser, avec une tendance à progresser légèrement. Plus le « levier » de la contestation sociale contre le système politique se renforce, plus ces deux partis devront élargir une influence sociale initialement basée sur les couches sociales inférieures, populaires (« pauvres »), sur la population rurale et les groupes les plus âgés. Enfin l'évolution notable de la scène politique concerne aussi les Verts. Bien qu'ils se caractérisent par une grande inconstance, les Verts commencent à inscrire leur présence électorale dans le système. La persistance des forces centrifuges dans le PASOK peut augmenter la dynamique électorale de ce champ politique qui, selon la terminologie politique « conventionnelle », est situé au « centre-gauche » et peut par conséquent devenir un compétiteur inattendu pour conduire l'opposition au PASOK.

### **Le système politique dominant peut-il réagir ?**

Un système de partis ne peut pas rester figé indéfiniment. Il est temps pour le système bipartite de changer puisqu'il s'est révélé inefficace et incapable de trancher entre les intérêts du capital et ceux de la société. Ni les lois électorales renforçant la proportionnelle, ni les propositions en faveur d'une « Grande coalition » à l'allemande ne peuvent le sauver. La raison en est que les élites politiques grecques n'ont aucune stratégie pour équilibrer la réglementation entre l'État et le capital, bien que celle-ci soit nécessaire pour exercer une politique publique. Soumises aux intérêts du capital (de long terme mais pas toujours) et à son idéologie, les élites sont déconnectées de la société active qui envisage des modes d'expression non seulement en dehors des partis gouvernementaux mais aussi très souvent en dehors du concept traditionnel de la politique et de ses institutions.

Malgré ces difficultés, les mécanismes de pouvoir exploreront probablement de nouvelles voies pour

renflouer le consensus politique et social dans le contexte d'un « axe institutionnel multi-partite » afin d'exercer une domination directe et d'entraver la croissance politique incontrôlable de la gauche sociale radicale. Deux processus contrastés se déploieront dans les mois à venir : d'une part une tentative pour réorganiser la scène politique officielle (en impliquant une éventuelle dissolution des deux grands partis de gouvernement, en commençant par le PASOK, pour parvenir à l'instauration d'un « axe gouvernemental institutionnel ») et d'autre part une tentative pour construire un front de la gauche sociale (impliquant une éventuelle participation d'une grande partie du « PASOK social »). En Grèce le rideau vient à peine de se lever sur le théâtre de la politique des réaménagements.

### **Christoforos Vernardakis**

Christoforos Vernardakis est professeur au Département de Sciences politiques, Université de Crète.



### Notes

- 1 Le terme « parti de gouvernement » désigne les partis constitutifs du système bipartite (ND et PASOK). Mais il ne doit pas être confondu avec le terme « parti au pouvoir », c'est-à-dire qui est au gouvernement (ND).
- 2 La moyenne estimée de l'abstention réelle aux élections parlementaires grecques atteint 4,5 % de l'électorat dans la période 1974-2004. Le grand intérêt pour la politique (une constante dans la culture politique grecque de la période d'après-guerre et de l'après-guerre civile) et la mise en application de la loi sur le vote obligatoire ont grandement contribué à ce taux élevé de participation. L'abstention réelle estimée lors des élections de 2007 atteint environ 7,5-8 %.
- 3 À partir de 1977, les deux partis ont totalisé lors des élections parlementaires les scores suivants : 1981 : 84 %, 1985 : 88 %, 1989 (1) : 84 %, 1989 (2) : 85 %, 1990 : 85 %, 1993 : 86 %, 1996 : 81 %, 2000 : 87 %, 2004 : 86 %, 2007 : 80 %.
- 4 La coalition de la gauche radicale (SYRIZA) fondée en 2004 est une alliance de partis et d'organisations de gauche dont fait partie Synaspismos. Bien qu'il soit une coalition et ne soit pas un parti unifié, le SYRIZA représente une ambitieuse tentative pour coordonner la présence électorale et les activités politiques de la gauche radicale en Grèce et il a été chaudement accueilli par nombre d'individus de gauche encore non-affiliés. Deux des partis qui y participent, l'AKOA et le Synaspismos, sont également membres du Parti de la Gauche européenne.